

D. Le monde musulman et l'enfant . . . . .	107
1. OCI . . . . .	107
a) Projet de Déclaration des droits et des obligations fondamentaux des droits de l'homme en Islam (1979) . . . . .	107
b) Projet de document sur les droits de l'homme en Islam (Taïf, 1981) . . . . .	108
c) Déclaration de Dacca sur les droits de l'homme en Islam (Casablanca, 1984) . . . . .	109
d) Déclaration du Caire des droits de l'homme en Islam (1990) . . . . .	109
e) Projet de Pacte islamique sur les droits de l'enfant (Djeddah, 1994) . . . . .	110
f) Septième Sommet de l'OCI . . . . .	111
2. ISESCO . . . . .	112
3. Société civile . . . . .	112
a) Conclusions et recommandations du colloque du Koweït (1980) (commission des juristes) . . . . .	112
b) Déclaration islamique universelle des droits de l'homme (Conseil islamique d'Europe, organisation non gouvernementale) . . . . .	113
i) Première déclaration du Conseil islamique d'Europe (1980) . . . . .	113
ii) Deuxième déclaration du Conseil islamique (1981) . . . . .	114
iii) Deuxième déclaration du Conseil islamique (1981) (version arabe) . . . . .	115
c) Projet de Constitution islamique (Académie des recherches, Al Azhar, Le Caire, 1978) . . . . .	117
d) Modèle de Constitution islamique (Conseil islamique d'Europe, 1983) . . . . .	117
e) Décisions du Conseil de la jurisprudence islamique de la Ligue du monde musulman sur la fécondation artificielle (1985) . . . . .	117
f) Condamnation du clonage humain (1997) . . . . .	125
E. Les non-alignés et l'enfant . . . . .	127
Chapitre II. L'enfant dans les relations familiales internationales . . . . .	132
Section I. L'enfant dans le droit non conventionnel . . . . .	132
Par. 1. Le statut de l'enfant dans le droit international privé des pays arabo-musulmans . . . . .	132
A. Les conflits de juridictions dans les pays arabo-musulmans . . . . .	132
1. Compétence et procédure . . . . .	132
2. Exequatur . . . . .	138
a) La procédure de l'exequatur . . . . .	140
i) Compétence . . . . .	140
ii) Objet de la demande . . . . .	140
iii) Poursuite de l'instance . . . . .	140
iv) Voies de recours . . . . .	141
b) Le pouvoir du juge de l'exequatur . . . . .	141
i) Le respect des droits de la défense . . . . .	141
ii) Le caractère définitif et exécutoire de la décision étrangère . . . . .	142
iii) La compétence du tribunal étranger . . . . .	142

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL  
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA  
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

# RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE  
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

1997

*Tome 268 de la collection*



1999

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS  
The Hague/Boston/London

2. Les conventions conclues par l'Algérie avec la France . . . . .	241
3. Les conventions conclues par la Tunisie . . . . .	246
a) Avec la France . . . . .	246
b) Avec la Belgique . . . . .	252
4. Les conventions entre l'Egypte et les Etats d'Europe . . . . .	252
a) Convention avec la France (10 mars 1992) . . . . .	153
b) Conventions avec l'Italie (2 avril 1974 et 3 décembre 1977) . . . . .	255
c) Convention avec la Roumanie (17 août 1976) . . . . .	255
B. Les conventions entre les pays arabo-musulmans . . . . .	255
1. Les conventions judiciaires . . . . .	255
a) Conventions conclues par le Maroc . . . . .	255
i) Convention conclue entre le Maroc et l'Algérie . . . . .	255
ii) Convention conclue entre le Maroc et la Tunisie . . . . .	258
iii) Convention conclue entre le Maroc et la Libye . . . . .	258
iv) Convention conclue entre le Maroc et la Mauritanie . . . . .	258
v) Conventions conclues entre le Maroc et l'Egypte . . . . .	259
vi) Convention conclue entre le Maroc et la Syrie . . . . .	259
vii) Convention conclue entre le Maroc et le Koweït . . . . .	260
viii) Convention conclue entre le Maroc et les Emirats arabes unis . . . . .	261
ix) Convention conclue entre le Maroc et Bahreïn . . . . .	261
b) Conventions conclues par l'Egypte . . . . .	261
i) Convention entre l'Egypte et Bahreïn . . . . .	261
ii) Convention entre l'Egypte et la Jordanie . . . . .	261
iii) Convention entre l'Egypte et le Koweït . . . . .	261
iv) Convention entre l'Egypte et la Tunisie . . . . .	262
c) Convention entre les pays du Conseil de coopération du Golfe (1997) . . . . .	262
2. Conventions d'établissement ou de séjour . . . . .	262
a) Maroc-Algérie . . . . .	262
b) Maroc-Tunisie . . . . .	262
c) Maroc-Libye . . . . .	263
d) Maroc-Mauritanie . . . . .	263
3. Convention diplomatique et consulaire . . . . .	263
4. Conventions en matière de nationalité . . . . .	263
a) Convention entre le Maroc et la Tunisie . . . . .	263
b) Convention conclue entre la Tunisie et la Libye . . . . .	264
Conclusion . . . . .	265

iv) La non-atteinte à l'ordre public . . . . .	144
v) La réciprocité . . . . .	148
c) Les effets de l'exequatur . . . . .	148
i) L'autorité de la chose jugée . . . . .	149
ii) La force exécutoire . . . . .	149
d) Les effets indépendants de l'exequatur . . . . .	149
i) L'effet de fait . . . . .	150
ii) La force probante . . . . .	150
iii) L'autorité de la chose jugée . . . . .	150
B. Les conflits de lois dans les pays arabo-musulmans . . . . .	151
1. Les mécanismes de conflits de lois . . . . .	152
a) La détermination de la loi compétente . . . . .	152
i) La qualification . . . . .	152
ii) Le renvoi . . . . .	153
iii) Le système plurilégislatif . . . . .	155
b) La condition de la loi étrangère . . . . .	155
i) Les conditions d'application de la loi étrangère . . . . .	155
Le caractère de la règle de conflit du for . . . . .	155
La recherche du contenu de la loi étrangère . . . . .	156
Le contrôle de la juridiction suprême . . . . .	156
ii) Les difficultés d'application de la loi étrangère . . . . .	156
c) L'éviction de la loi étrangère . . . . .	156
i) L'ordre public . . . . .	156
ii) La fraude à la loi . . . . .	158
d) L'existence d'une loi spéciale ou d'une convention internationale . . . . .	159
e) Le respect des principes de droit international privé . . . . .	159
2. Les règles de conflit relatives au statut personnel de l'enfant . . . . .	160
a) L'appartenance à la communauté internationale . . . . .	160
i) Concept de statut personnel et règle générale de rattachement . . . . .	160
Le concept de statut personnel . . . . .	162
La règle générale de rattachement. Les conflits positifs de nationalités. Les conflits négatifs de nationalités . . . . .	163
ii) Mariage . . . . .	167
— Conditions de fond (capacité matrimoniale — empêchement au mariage/consentement) . . . . .	167
— Conditions de forme . . . . .	168
— Effets du mariage . . . . .	169
iii) Dissolution du mariage (répudiation, divorce et séparation de corps) . . . . .	171
iv) Filiation (établissement et effets) . . . . .	173
v) Capacité et représentation légale . . . . .	177
vi) Donations, successions, testaments et autres dispositions à cause de mort . . . . .	180
b) L'appartenance à la communauté musulmane . . . . .	182
i) Le privilège de religion . . . . .	182
ii) Le respect du statut national . . . . .	185
iii) Le privilège de nationalité . . . . .	187
iv) Le privilège de masculinité . . . . .	189

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction . . . . .	23
Chapitre I. L'enfant et les choix référentiels . . . . .	38
Section I. Le fondement central des droits de l'enfant dans les pays arabo-musulmans . . . . .	38
Par. 1. Les racines: la charia islamique . . . . .	38
1. Allah est le créateur de l'enfant . . . . .	39
2. La protection de l'enfant au sein de la famille . . . . .	40
3. La protection de l'enfant orphelin et trouvé . . . . .	44
Par. 2. Le tronc: les constitutions . . . . .	45
1. La dominante identitaire arabo-musulmane . . . . .	46
a) Islam: religion de l'Etat . . . . .	46
b) Langue arabe: langue officielle (ou nationale) . . . . .	46
c) Islam: espace échappant à la révision constitutionnelle . . . . .	47
d) Charia ou droit musulman: la (ou une) source de la législation . . . . .	47
e) Islam: nationalité et chef de l'Etat . . . . .	48
f) Succession au pouvoir: principe héréditaire mâle dans les monarchies et émirats . . . . .	48
g) Pouvoir et prestation d'un serment . . . . .	49
h) Interdiction de la fondation de partis politiques sur une base religieuse . . . . .	49
i) Création d'institutions islamiques . . . . .	49
2. La référence secondaire à l'enfance . . . . .	50
a) Les libertés fondamentales, les droits et devoirs du citoyen . . . . .	50
b) La référence spécifique à la famille, à la jeunesse, à la maternité et (ou) à l'enfance . . . . .	51
Section II. La réaction identitaire au sein des pays arabo-musulmans et les instruments internationaux relatifs aux droits humains . . . . .	53
Par. 1. Une place différenciée des traités dans la hiérarchie des normes . . . . .	53
Par. 2. Le cadre des Nations Unies: une réception inégale des valeurs laïques universelles . . . . .	56
Avant-propos . . . . .	56
A. Les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de la personne touchant indirectement l'enfant . . . . .	60
1. Les droits de l'enfant dans les instruments relatifs aux droits de l'homme . . . . .	60
a) Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) . . . . .	60
b) Pacte international des droits civils et politiques (1966) . . . . .	61
c) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) . . . . .	63
2. Les droits de l'enfant dans les instruments relatifs aux droits de la femme . . . . .	66
a) Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (1967) . . . . .	66

b) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) . . . . .	67
3. Les droits de l'enfant dans la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (1981) . . . . .	71
4. Les droits de l'enfant dans les conventions de l'OIT . . . . .	71
5. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles . . . . .	74
B. Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'enfant . . . . .	76
1. Déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial, sur les plans national et international . . . . .	76
2. Convention relative aux droits de l'enfant (1989) . . . . .	78
a) Grands traits de la Convention . . . . .	78
b) Réserves des pays arabo-musulmans . . . . .	80
c) Rapports des pays arabo-musulmans . . . . .	86
3. Déclaration mondiale et plan d'action en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant . . . . .	92
4. Question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants . . . . .	93
5. Impact des conflits armés sur les enfants . . . . .	94
Par. 3. Les espaces régionaux et continentaux : la spécificité proclamée . . . . .	95
A. L'Afrique : les droits de l'enfant dans la Charte des droits de l'homme et des peuples (1981) . . . . .	96
B. Le Maghreb et l'enfant . . . . .	98
1. La contribution de l'UMA aux droits de l'enfant . . . . .	98
2. La contribution de la société civile aux droits de l'enfant . . . . .	99
a) Charte nationale des droits de l'homme (Rabat, 1990) . . . . .	99
b) Charte de la ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (1985) . . . . .	100
c) Grande Charte verte des droits de l'homme de l'ère jamaïriyenne (1988) . . . . .	100
d) Charte des droits sociaux essentiels des travailleurs maghrébins (syndicats, 1989) . . . . .	101
C. Le monde arabe et l'enfant . . . . .	101
1. La Ligue des Etats arabes et les droits de l'enfant . . . . .	101
a) Projet de Charte arabe sur les droits de l'homme (1985) . . . . .	101
b) Projet de Charte arabe des droits de l'homme (1993) . . . . .	101
c) Projet de Déclaration arabe sur les droits de l'homme (1994) . . . . .	102
d) Document de Koweït formant Code de statut personnel (1985) . . . . .	102
e) Projet de Code pénal arabe unifié . . . . .	104
f) Recommandations et résolutions de l'OAT . . . . .	104
g) Recommandations et résolutions de l'ALESCO . . . . .	104
h) Projet de Charte des droits de l'enfant arabe . . . . .	105
2. L'apport de la société civile aux droits de l'enfant . . . . .	106
a) Projet de Charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe (Syracuse, 1987) . . . . .	106

Par. 2. La réception du statut personnel de l'enfant ressortissant d'un pays arabe en Europe occidentale . . . . .	191
A. Le statut personnel comme enjeu . . . . .	191
B. Illustrations . . . . .	194
Section II. L'enfant dans le droit conventionnel . . . . .	202
Par. 1. Les conventions multilatérales et les pays arabo-musulmans . . . . .	202
A. Les conventions à portée universelle . . . . .	202
1. Les instruments des Nations Unies . . . . .	203
2. Les conventions de La Haye de droit international privé . . . . .	206
a) Les engagements de l'Egypte, du Maroc et du Liban . . . . .	207
b) Le rôle actif du Maroc lors de l'élaboration de la Convention de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (octobre 1996) . . . . .	209
c) Les autres conventions . . . . .	211
3. Unidroit . . . . .	213
4. La Commission internationale de l'état civil . . . . .	214
B. Les conventions entre les pays arabo-musulmans . . . . .	214
1. Au sein de l'Union du Maghreb arabe . . . . .	214
2. Au sein de la Ligue des Etats arabes . . . . .	215
3. Au sein de l'Organisation pour l'unité africaine . . . . .	215
Par. 2. Les conventions bilatérales conclues par les pays arabo-musulmans . . . . .	215
A. Les conventions entre l'Europe et les pays arabo-musulmans . . . . .	215
1. Les conventions conclues par le Maroc . . . . .	216
a) Avec la France . . . . .	216
b) Avec l'Espagne . . . . .	223
c) Avec la Belgique . . . . .	228
i) Le Protocole d'accord administratif relatif à l'application des règles régissant l'état des personnes . . . . .	229
ii) La Convention entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative et dans le domaine de l'information juridique . . . . .	231
iii) Le Protocole d'accord instituant une commission mixte consultative belgo-marocaine en matière civile . . . . .	231
iv) La Convention sur la loi applicable à la reconnaissance des mariages et de leur dissolution . . . . .	234
v) La Convention sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière d'obligations alimentaires . . . . .	235
vi) La Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière de garde et de droit de visite . . . . .	235
d) Avec les Pays-Bas . . . . .	238
e) Avec l'Allemagne . . . . .	239
f) Avec l'Italie . . . . .	240
g) Avec la Grande-Bretagne . . . . .	240
h) Avec le Portugal . . . . .	241
i) Avec la Pologne . . . . .	241
j) Avec la Roumanie . . . . .	241